

"Le non de la Sarre" dans Süddeutsche Zeitung (25 octobre 1955)

Légende: Le 25 octobre 1955, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung commente les résultats du référendum sur le statut de la Sarre du 23 octobre 1955 et analyse les répercussions du vote sur les relations franco-allemandes.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr.Franz Josef; SCHWINGENSTEIN, August ; Herausgeber FRIEDMANN, Werner. 25.10.1955, n° 253; 11. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Das Nein an der Saar", auteur:Fackler, Maxim , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_non_de_la_sarre_dans_suddeutsche_zeitung_25_octobre_1955-fr-7f2334c9-4398-4cfo-9b4f-c17e49fed605.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le non de la Sarre

Par Maxim Fackler

Le résultat du référendum en Sarre est sans équivoque – c'est un des éléments positifs de l'événement qui a soulevé tant de passions et laissé tant de questions en suspens. Le statut de la Sarre a été rejeté à une franche majorité des deux tiers et avec une participation extraordinairement élevée: ce n'est pas souvent que 96 pour-cent des électeurs se rendent aux urnes. Un flot de non a balayé le protocole des hommes d'État. Cette réussite est éclatante, mais personne n'est capable de dire ce qu'il faut faire de ce non dans la pratique. Un nouveau Landtag sera élu en Sarre, il en ressortira un nouveau gouvernement qui sera un gouvernement du non au statut de la Sarre, c'est-à-dire un gouvernement pour le rattachement à l'Allemagne. C'est lui qui doit en premier lieu collaborer avec la France, car le non n'a pas été à même de changer quoi que ce soit au statu quo. Le fait que le rejet du statut soit une revanche sur Grandval ne libère pas les précurseurs du non de l'obligation de nouer des relations avec les successeurs de Grandval. Certes, aujourd'hui, les vainqueurs n'ont plus tout à fait le même discours qu'à la veille du référendum. Aujourd'hui, ils se demandent quels sont les réels avantages du non pour leur affaire. En France, certaines réactions dénotent un pessimisme très noir, qui s'applique non seulement au développement de la Sarre, mais aussi à l'avenir de l'Allemagne et donc à celui de l'Europe en général. «Où sont donc de nouveau les Allemands?» demande-t-on mi-effrayé, mi-angoissé. La première conséquence visible du rejet du statut est l'obligation de réaménager sans frictions la cohabitation des Sarrois et des Français dans cette atmosphère.

Celui qui a toujours souhaité un oui au statut de la Sarre et qui déplore maintenant le non examinera d'autant plus consciencieusement pourquoi on en est arrivé au non. Les partisans du statut n'ont-ils fait qu'un beau rêve? Le statut était-il une illusion, une erreur, une bourde politique ou même une combine, comme l'ont affirmé ses détracteurs? Les notions de patriotisme, nationalisme et chauvinisme, de toute façon difficiles à délimiter, ont été grossièrement confondues dans la campagne électorale portant sur le statut. Les arguments concrets sont restés à la traîne par rapport aux sentiments. La considération objective de ce qui pouvait arriver de mieux à la Sarre a incontestablement été lésée. Était-ce parce que la réflexion objective avait joué un beaucoup trop grand rôle lors de la conclusion de l'accord sarrois? Adenauer et Mendès France avaient certes reconnu qu'il ne pouvait y avoir de compréhension franco-allemande sans une certaine implication des sentiments, mais la conclusion de l'accord sarrois a ensuite été un pur acte de volonté. C'était un geste de compréhension entre voisins et, pourtant, il n'a été accompli qu'entre les gouvernements. Les peuples ne se sont pas personnellement impliqués. Cependant, les Sarrois y ont bien participé par le biais du référendum, ils ont été appelés à arbitrer l'acte de volonté des deux gouvernements et cela a donné une impulsion violente à leurs sentiments, d'autant plus qu'ils n'avaient pas pu déterminer librement leur situation politique jusque là. La participation intérieure a débordé, le ton était dur, il était largement antifrançais.

Le statut en avait donné l'occasion, dans la mesure où seul un oui ou un non à la solution était permis, sans que le rattachement à l'Allemagne soit mentionné. Soit on n'a pas cru ou on n'a pas clairement reconnu que le statut était seulement conçu comme solution intermédiaire. Des déclarations françaises ont contribué à ce que l'on voit en lui le règlement définitif. C'est la raison pour laquelle deux tiers des Sarrois l'ont finalement rejeté. Mais comme ils considéraient également le statu quo comme dépassé – et tous les partisans du statut étaient d'accord avec eux sur ce point – et comme ils étaient fatigués de voir le Premier ministre Hoffmann exercer ses fonctions, leur voix est devenue suraiguë. Que Hoffmann pût tomber même si le statut était accepté ne comptait plus pour eux. C'est ce que nous avons appelé le renversement des coalitions pendant la campagne électorale. À cela s'est ajouté le fait que le statut n'était pas un chef-d'œuvre d'exactitude dans ses formulations. L'urgence lors de la rédaction était assez visible et on a omis d'améliorer ensuite ce qui avait été négocié par Adenauer et Mendès France dans la nuit à Celle Saint-Cloud. Il s'est avéré après coup que la plus grande erreur avait été de soumettre une solution provisoire à la décision du peuple. N'est-ce pas au-dessus des forces et des possibilités de la démocratie? Nous ne prôtons pas le marchandage avec les gens, comme si les gouvernements avaient dû décider sans consulter les Sarrois, mais nous interrogeons notre conscience pour savoir si le principe démocratique n'a pas été exacerbé.

Aujourd'hui, où l'on fait toutes sortes d'examens de conscience pour savoir ce qui a été mal fait, les

partisans et les opposants du statut se demandent qui – en dehors du Premier ministre Hoffmann – a essuyé une défaite avec le non: la France, le chancelier allemand, l'Europe? De nombreux Français sont ébranlés, parce qu'ils reconnaissent s'être fourvoyés; ils avaient sérieusement cru que la France avait tellement gagné du terrain en Sarre dans les dix années qui ont suivi la guerre que les Sarrois ne demanderaient qu'à enterrer l'idée d'un rattachement complet à l'Allemagne. Se voir maintenant confronté à la réalité entraîne des convulsions, une nouvelle peur des Allemands peu fiables. Les Français n'ont probablement jamais reconnu que la parenthèse dont la France officielle a entouré la Sarre a certes été tolérée au début en silence par les Alliés (pas par l'Union soviétique), mais qu'un droit à des dommages et intérêts pour le mal commis par l'agression d'Hitler ne justifiait pas encore automatiquement un titre juridique d'annexion d'un territoire comme réparation. Considérer Gilbert Grandval – auquel, avec la meilleure volonté du monde, nous n'avons pas pu adresser des paroles réconfortantes lors de son départ de Sarrebruck – comme l'homme de circonstance est une erreur dont les personnalités politiques dirigeantes de Paris ont visiblement largement été victimes. L'assurance (que Mme Dominique Auclères du Figaro a exprimée dans les colonnes de notre journal) que personne ne douterait en France que la Sarre est allemande ne nous aide pas au-delà du fait que Grandval n'a guère laissé les Sarrois s'adapter comme ils l'auraient voulu.

Une défaite pour Adenauer? Cette question est indissociable de celle de l'Europe. Nous avons dit que la conclusion de l'accord sarrois était un acte de volonté de parvenir à une compréhension franco-allemande sur la question sarroise, afin de pouvoir progresser dans les affaires européennes. À l'époque, on débattait de la création de l'Union de l'Europe occidentale, qui devait en partie succéder à la CED. Le statut de la Sarre a été mis en place pour cette raison, c'est-à-dire que c'était un moyen pour atteindre l'objectif. L'Union de l'Europe occidentale s'est ensuite déclarée prête à prendre la Sarre sous sa protection. La protection de la Sarre devait prouver que l'UEO n'était pas seulement une association militaire, mais pouvait être aussi une communauté politique. Le statut de la Sarre était donc, en quelque sorte, un moyen de faire avancer les idées européennes. Si ce moyen n'a pas plu aux Sarrois, l'idée européenne n'est pas enterrée pour autant. Depuis le début de la campagne sarroise, nous avons déconseillé de considérer l'«Europe» comme morte et enterrée dans le cas où le statut serait rejeté. Soit la conscience européenne a une force vitale, soit elle n'en a pas. Si elle est viable, alors elle survivra au revers de la Sarre.

Ce sont les relations franco-allemandes qui ont maintenant essuyé le plus grand revers. Comment pouvait-il en être autrement? On doit refaire beaucoup de chemin. Adenauer et Faure se sont certes envoyés des télégrammes encourageants au-dessus de la tombe du statut de la Sarre, mais ce n'est guère plus qu'un geste: vu l'imminence de la Conférence de Genève, on ne voudrait pas laisser Molotov devenir le troisième larron. À Paris, on explique en outre que le non a engendré une nouvelle situation, mais que toute nouvelle décision dépend de nombreux facteurs: de la discussion interne en France sur les nouvelles élections et de l'évolution en Afrique du Nord.

Nous avons considéré la mauvaise utilisation de la note européenne dans le statut de la Sarre et dans la campagne électorale comme une des demi-mesures inhérentes à l'accord franco-allemand. Nous avons encore constaté d'autres lacunes, mais nous avons considéré le statut comme une possibilité de transition valable. La décision de dimanche a été négative. Nous estimons qu'elle a été doublement négative. D'une part, le non l'a emporté à la majorité des deux tiers, d'autre part, les voix contre se sont basées sur ce que le statut ne contenait pas. En revanche, ce qu'il aurait dû apporter a été considéré comme négligeable. Mais, même les partis pro-allemands ont fait comprendre, tout au moins au début de la campagne électorale, qu'ils ne s'attendaient aucunement à ce qu'un rejet du statut entraîne rapidement le rattachement à l'Allemagne. Et la chute de Hoffmann aurait été confirmée au plus tard le 4 décembre lors des élections du Landtag. Le statut devait abolir la suprématie française en Sarre, transférer progressivement l'acte de volonté du gouvernement aux peuples et inciter les peuples à faire preuve de patience. À notre avis, ce n'est pas un coup de chance que tout cela doive être repensé.